

INTRODUCTION

Extrait de :

A. Grigas, A. Kasekamp, K. Maslauskaitė, L. Zorgenfrei,
« Les États baltes dans l'UE : passé, présent et futur »,
Études & Rapport n° 98,
Notre Europe – Institut Jacques Delors, Juillet 2013.

L'année 2013 mettra sûrement les petites et jeunes Républiques baltes, à savoir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, sous les projecteurs internationaux. D'une part, la Lituanie a pris la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne le 1er juillet 2013, et elle est donc en mesure de mettre ses priorités sur l'agenda européen. C'est la première fois que l'une des Républiques baltes assume ce rôle, qui sera à leur tour assumé par la Lettonie et l'Estonie en 2015 et 2018 respectivement. D'autre part, la Lettonie vient de recevoir une invitation officielle et devrait devenir le 18ème membre de la zone euro en janvier 2014, même si, compte tenu du contexte actuel de crise dans la zone euro, cette volonté balte¹ d'adopter la monnaie commune peut sembler surprenante à bon nombre de personnes.

Au cours du deuxième semestre 2013, les Lituanais devraient promouvoir une « Europe crédible, croissante et ouverte ». Ce triptyque comporte un certain nombre d'initiatives politiques chères aux États baltes².

Premièrement, il s'agit de renforcer la gouvernance de l'UEM et de garantir la soutenabilité des finances publiques (« Europe crédible »), la Lituanie se présentant elle-même comme « l'un des pays ayant le mieux réussi à surmonter la crise économique et financière et à revenir à une reprise et une croissance durable »³. Deuxièmement, les Baltes ont toujours été d'ardents partisans de l'approfondissement du marché unique, notamment des services et des industries de réseaux, ce qui explique qu'il s'agisse également d'une des priorités de la présidence (« Europe croissante »). Troisièmement, la Lituanie souhaite renforcer les dimensions externe et interne de la politique énergétique

1. L'Estonie a rejoint la zone euro le 1er janvier 2012 et la Lituanie a de bonnes chances de la rejoindre en 2015.

2. Le président estonien a récemment annoncé que l'Estonie se concentrerait sur les mêmes priorités que la Lituanie. Voir : 15min.lt, "Estonian President: If Lithuania extends good offer on Visaginas NPP enterprise, Estonians will do it", 28 May 2013.

3. Présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne, « Objectif Europe : future présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne », 17 septembre 2012.

européenne. Enfin, la Lituanie souhaiterait pouvoir avancer sur les questions du Partenariat oriental et du libre-échange (« Europe ouverte »).

L'objectif de cette Étude de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* consiste à présenter et à discuter les principales réalités de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie en termes historiques, politiques et économiques. Le contexte spécifique à ces trois États baltes, en tant que région mais aussi en tant qu'États souverains distincts, peut servir de clé pour comprendre l'importance, pour les États baltes, des étapes de l'intégration européenne mentionnées précédemment. Il peut aussi expliquer pourquoi la présidence lituanienne a choisi ces priorités spécifiques.

Même si cette Étude aborde les États baltes dans leur ensemble, elle vise à souligner les similarités et les différences (*voir Annexe*) entre ces trois pays lorsque sont mentionnées leurs différentes dimensions historiques et politiques.

En effet, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont souvent considérées comme une entité unique - « les États baltes »-, ce qui se justifie lorsque l'on parle de leur histoire récente, de leur situation géopolitique ou simplement de leur petite taille. Il est vrai que les trois États ont été intégrés à l'Union soviétique pendant plus d'un demi-siècle ; ils ont ensuite retrouvé leur indépendance et reconstruit entièrement leur État nation il y a près d'un quart de siècle, avant de rejoindre de nombreuses institutions internationales, y compris l'UE et l'OTAN il y a près de dix ans. Dans le contexte européen, ces trois États sont minuscules en termes de population et de PIB.

Cependant, ces trois pays sont aussi très différents, à de nombreux égards. Sur le plan linguistique, ils disposent chacun de leur propre langue, distincte du russe mais aussi l'une de l'autre. Excepté au XX^{ème} siècle, leur expérience historique est également incomparable, comme le montre la Partie 1 de cette Étude. En outre, l'expérience récente de la gestion de la crise se caractérise par des niveaux de réussite différents, l'Estonie affichant les meilleures performances (*voir Partie 2*). Enfin, même s'ils partagent les problèmes liés à la dépendance énergétique face à la Russie, ceux-ci ne sont pas marqués selon les États baltes (*voir Partie 3*).

Cette Étude est divisée en trois parties, rédigées par des experts originaires des trois États baltes. La Partie 1, rédigée par Prof. Andres Kasekamp (Estonien), donne un aperçu global des facteurs de l'intégration européenne dans la région et s'intéresse au contexte politique et historique. Dans la Partie 2, Kristina Maslauskaitė (Lituanienne) and Līva Zorģenfreija (Lettone) analysent les évolutions et les conséquences, pour les trois pays, de la récente crise économique et les mesures politiques prises pour y faire face. Enfin, la Partie 3, écrite par Dr. Agnija Grīgas (Lituanienne), examine en détail les spécificités de la politique énergétique balte et explique pourquoi la sécurité énergétique constitue l'une des principales priorités de la présidence lituanienne.